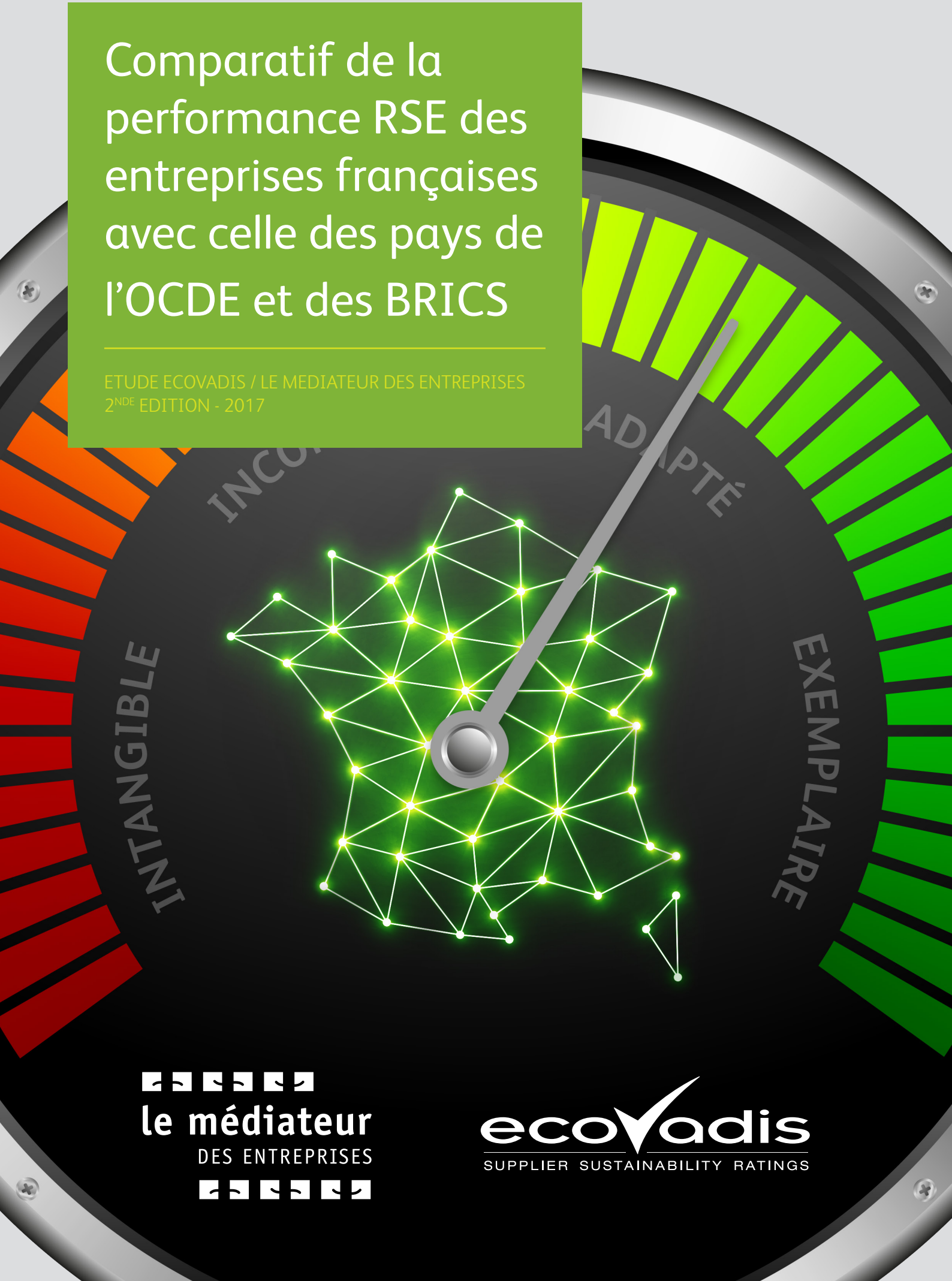
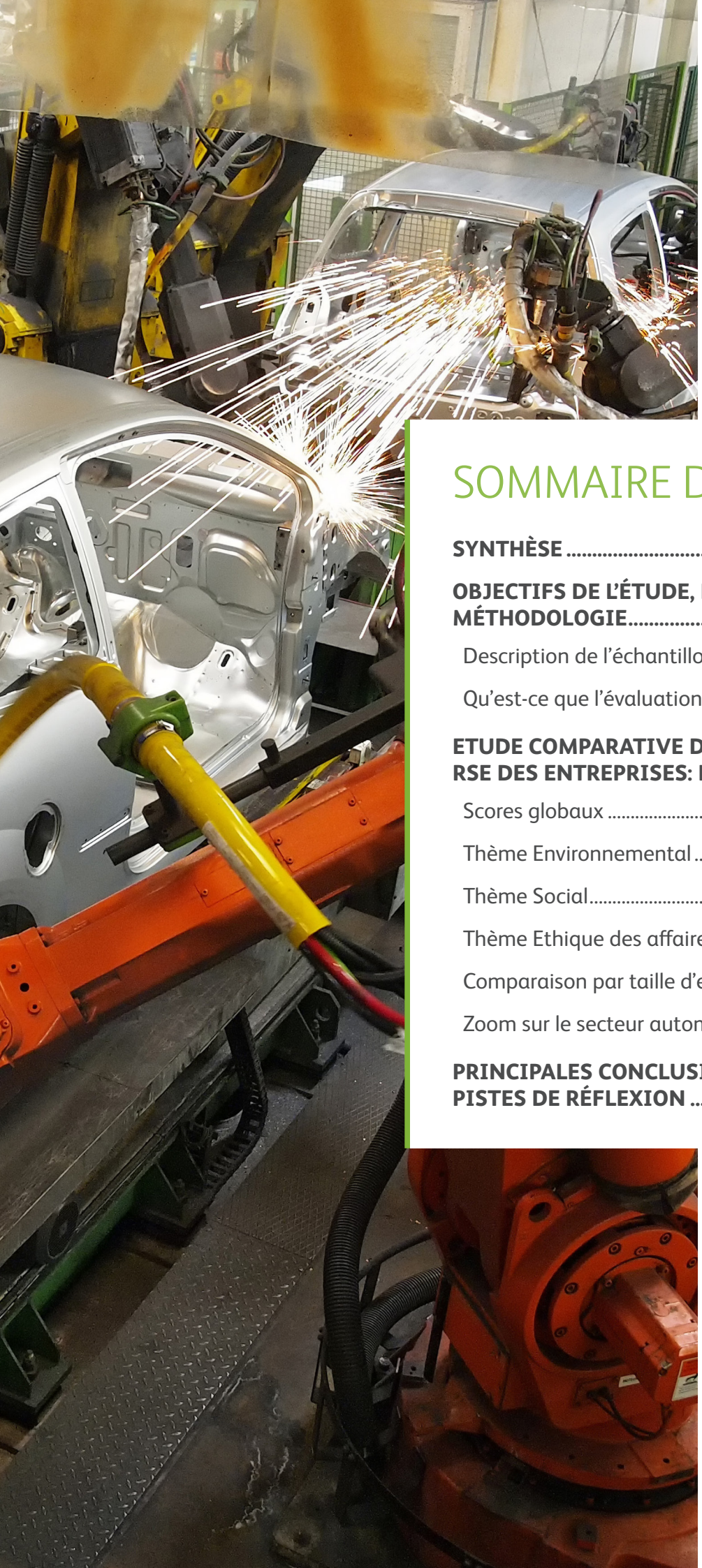
Comparatif de la performance RSE des entreprises françaises avec celle des pays de l'OCDE et des BRICS

ETUDE ECOVADIS / LE MEDIATEUR DES ENTREPRISES
2NDE EDITION - 2017



le médiateur
DES ENTREPRISES

ecovadis
SUPPLIER SUSTAINABILITY RATINGS



SOMMAIRE DE L'ETUDE

SYNTHÈSE **3**

OBJECTIFS DE L'ÉTUDE, ÉCHANTILLON ET MÉTHODOLOGIE **4**

Description de l'échantillon 5

Qu'est-ce que l'évaluation EcoVadis ? 6

ETUDE COMPARATIVE DE LA PERFORMANCE RSE DES ENTREPRISES: FRANCE, OCDE ET BRICS **8**

Scores globaux 8

Thème Environnemental 11

Thème Social 13

Thème Ethique des affaires 15

Comparaison par taille d'entreprise 17

Zoom sur le secteur automobile français 20

PRINCIPALES CONCLUSIONS DE L'ÉTUDE ET PISTES DE RÉFLEXION **23**

SYNTHÈSE

La première édition de l'étude conjointe EcoVadis – Médiateur des entreprises publiée en mars 2015 avait permis de mettre en lumière la bonne performance des entreprises françaises en termes de RSE, notamment vis-à-vis des entreprises implantées dans l'OCDE et dans les BRICS.

Cette nouvelle édition s'appuie sur une base statistique encore plus large, avec plus de 20 000 entreprises évaluées par EcoVadis entre 2014 et 2016. Cette seconde édition nous permet également d'analyser les tendances qui se dessinent.

L'analyse statistique des évaluations réalisées par EcoVadis pour cette étude montre notamment que:

- Les scores globaux, environnementaux, sociaux et éthiques augmentent pour chacun des groupes évalués depuis la dernière édition de l'étude, France, OCDE et BRICS.
- Les scores globaux des entreprises françaises, issus de la moyenne pondérée des scores environnementaux, sociaux et éthiques, s'accroissent plus rapidement (+10%) que ceux de leurs consœurs des BRICS (+4%) et de l'OCDE (+7%).
- Les entreprises françaises conservent une position de leader en termes de RSE et elles se classent devant les entreprises situées dans les BRICS et dans l'OCDE sur les thèmes environnementaux et sociaux.
- Sur les enjeux de corruption et de pratiques anticoncurrentielles les entreprises françaises restent derrière les entreprises situées dans les autres pays de l'OCDE même si cet écart tend à se réduire par rapport à l'observation faite en 2015.
- Les PME et ETI françaises ont su saisir les enjeux auxquels elles font face, en améliorant leurs scores, à l'instar de ceux des grands groupes français.

Par ailleurs, un focus a été fait dans cette édition sur les fournisseurs du secteur automobile français. Dans ce secteur pilier de l'économie française, on note une bonne performance des fournisseurs sur le thème environnemental mais encore une marge d'amélioration sur les thèmes sociaux et éthiques.

Une dynamique législative continue (à l'échelle nationale ou internationale), une société civile active, l'émergence de nouvelles normes internationales et la COP21, sont autant de facteurs qui concordent vers le renforcement des pratiques RSE en France, comme dans le reste du monde.

OBJECTIFS DE L'ÉTUDE, ÉCHANTILLON ET MÉTHODOLOGIE

Cette deuxième édition de l'étude conjointe EcoVadis / Médiateur des Entreprises offre l'opportunité d'approfondir notre analyse de la performance des entreprises françaises évaluées par EcoVadis en termes de RSE (Responsabilité Sociale des Entreprises) par rapport à celle des pays de l'OCDE[1] et à celle des BRICS[2]. Une première version de l'étude avait été publiée en mars 2015. Cette édition reprendra une structure similaire tout en poussant l'analyse plus loin en examinant l'évolution et les tendances qui se dessinent parmi les différents groupes étudiés.

L'étude propose les angles de comparaison suivants :

- par enjeu RSE : environnement, social, éthique des affaires.
- par taille d'entreprise : grandes entreprises, avec plus de 1000 collaborateurs, et PME-ETI (Petites et Moyennes Entreprises – Entreprises de Taille Intermédiaire), avec moins de 1000 collaborateurs.
- par origine géographique (France, OCDE, BRICS). A noter que pour la première fois, une distinction sera faite entre, d'une part, le groupe OCDE avec la France et, d'autre part, le groupe OCDE sans la France. Cette approche permet de mieux saisir la différence entre les entreprises françaises et leurs consœurs de l'OCDE.

Par ailleurs, un focus sur les fournisseurs du secteur automobile français a été réalisé pour cette édition. Ce zoom est l'occasion d'ajouter un angle d'approche sectoriel à l'analyse, en étudiant un secteur particulièrement important dans l'industrie française.

1 Pays de l'OCDE : Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Chili, Corée, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Islande, Israël, Irlande, Italie, Japon, Lettonie, Luxembourg, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République Slovaque, République Tchèque, Royaume-Uni, Slovénie, Suède, Suisse, Turquie

2 BRICS : Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud

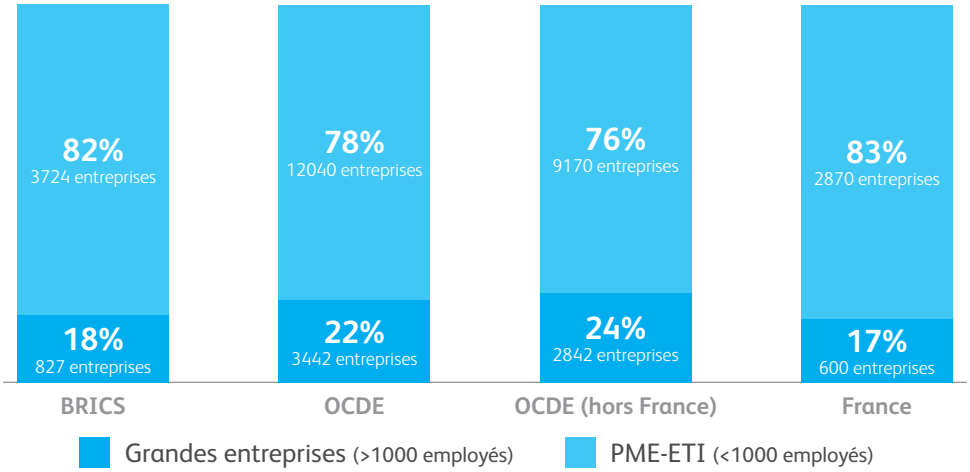
Description de l'échantillon

L'étude porte sur plus de 20 000 évaluations réalisées par EcoVadis entre Octobre 2014 et Octobre 2016. Les entreprises évaluées se répartissent comme suit :

	France	OCDE (dont France)	OCDE (hors France)	BRICS
Nombre d'entreprises - Edition 2017	3470	15482	12012	4551
Nombre d'entreprises - Edition 2015	2902	10331	NA[3]	1969
Evolution	+20%	+50%	NA[3]	+131%

Le nombre total d'évaluations prises en compte dans cette étude a augmenté de plus de 60%, avec notamment un très fort accroissement du nombre d'entreprises implantées dans les BRICS. Ce vaste échantillon renforce la fiabilité statistique des données présentées dans cette étude et permet d'assurer une représentation homogène des différents secteurs d'activité et tailles d'entreprises dans chacun des échantillons. La proportion entre les grandes entreprises d'une part et les PME-ETI d'autre part se maintient dans le temps mais aussi parmi les quatre groupe étudiés (voir graphique ci-dessous). Les pourcentages de PME-ETI dans la précédente édition de l'étude étaient de 78% pour les BRICS, 77% pour l'OCDE et 84% pour la France.

Taille des entreprises dans l'échantillon



3 Dans l'édition précédente le groupe OCDE hors France n'avait pas été inclus dans l'étude

Qu'est-ce que l'évaluation EcoVadis ?

L'évaluation EcoVadis vise à mesurer la qualité du système de gestion de la RSE de l'entreprise évaluée. Plus de 35 000 entreprises dans le monde entier ont été évaluées par EcoVadis dans plus de 150 secteurs d'activités différents et plus de 100 pays.

Le cadre méthodologique d'EcoVadis, construit autour des lignes directrices de l'ISO 26000, s'organise autour de quatre thèmes : l'environnement, le social, l'éthique des affaires et les achats responsables. **21 critères d'évaluation** se répartissent sous ces quatre thèmes :

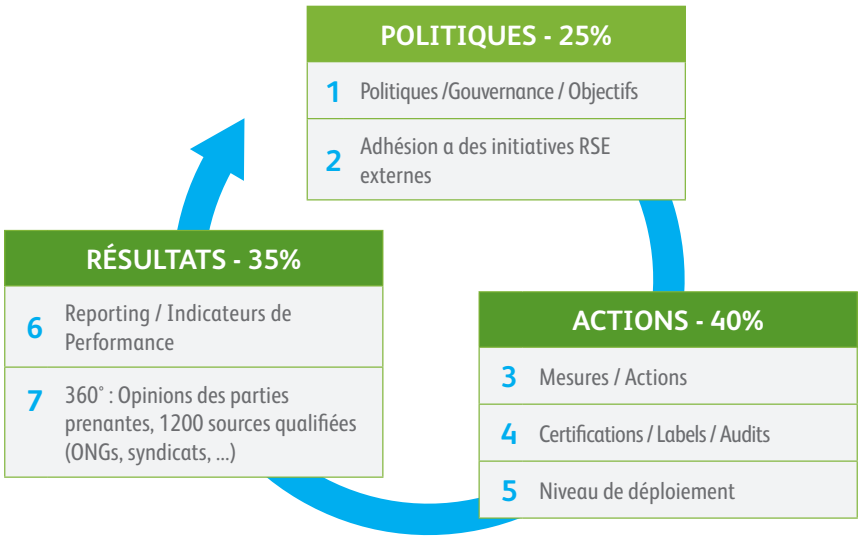
ENVIRONNEMENT	SOCIAL	ÉTHIQUE DES AFFAIRES	ACHATS RESPONSABLES
• Energie et GES • Eau • Biodiversité • Pollution locales • Déchets, matériaux, produits chimiques • Utilisation du produit • Fin de vie du produit • Santé et sécurité du consommateur • Consommation durable	• Santé et sécurité des employés • Conditions de travail • Dialogue social • Gestion des carrières et formations • Travail des enfants et travail forcé • Discrimination et harcèlement • Droits de l'Homme fondamentaux	• Corruption • Pratiques anti-concurrentielles • Gestion responsable de l'information	• Performance environnementale • Performance sociale

Les critères de l'évaluation s'adaptent aux caractéristiques propres à chaque entreprise évaluée. Par conséquent, les critères pris en compte dans une évaluation varient parmi les 21 disponibles en fonction de l'activité de l'entreprise, des pays dans lesquels elle opère et de sa taille.

Pour se faire évaluer, chaque entreprise fait parvenir à EcoVadis un ensemble de documents justificatifs (par exemple rapports RSE, codes Ethique, certificats, labels, rapports d'audits, etc.) expliquant la façon dont elle répond aux enjeux de RSE auxquels elle est confrontée ainsi que les preuves attestant de la mise en place de pratiques responsables. L'opinion des parties prenantes (par exemple, ONGs, syndicats) est également prise en compte en tant qu'indicateur de l'efficacité du système de gestion RSE. A cet indicateur s'ajoute la collecte d'informations auprès de bases de données propriétaires et partenaires d'EcoVadis qui permet, entre autres, d'identifier la présence de l'entreprise évaluée sur des listes de sanction ou la présence dans sa gouvernance de personnes exposées politiquement. Cette documentation est analysée par une équipe d'experts RSE. Au final les scores sont constitués à l'aide de 3 types d'inputs majeurs :

- Les preuves documentaires du système de management RSE de l'entreprise évaluée,
- Les informations recueillies auprès des parties prenantes (par ex. ONGs et syndicats)
- Les informations recueillies auprès des tiers de la profession (par ex. rapports d'audit, base de données propriétaire).

Pour chacun des quatre thèmes, **sept indicateurs de management** sont analysés. Ces indicateurs sont organisés autour des trois axes : Politiques, Actions et Résultats.



Une note globale sur 100 est attribuée à chaque entreprise évaluée, elle correspond à la moyenne pondérée des notes obtenues sur chacun des quatre thèmes (environnement, social, éthique des affaires, achats responsables).

Echelle de notation EcoVadis

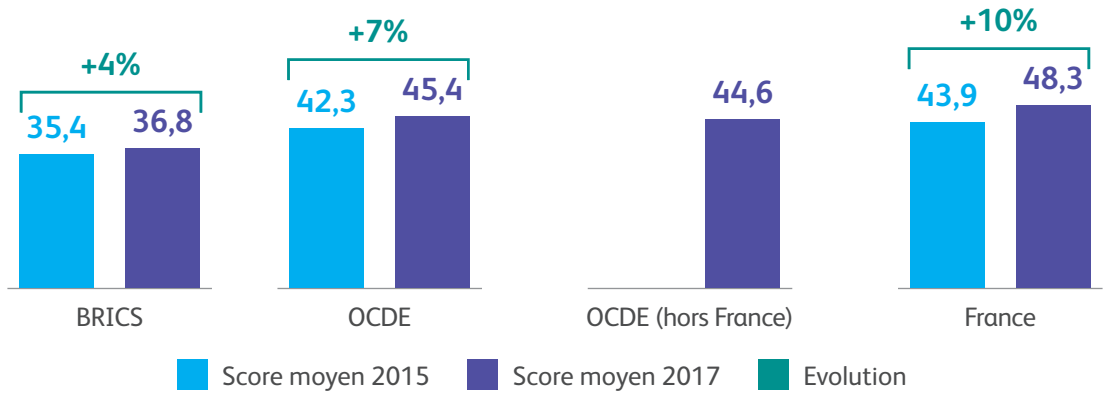
QUALITÉ DU SYSTÈME DE MANAGEMENT RSE	SCORES	DESCRIPTION
INTANGIBLE	de 0 à 24	Pas d'action ou d'approche RSE tangible. Eventuelles condamnations ou controverses
INCOMPLET	de 25 à 44	Approche RSE partielle, quelques mesures et engagements, approche non entièrement structurée
ADAPTÉ	de 45 à 64	Approche RSE adaptée au regard des enjeux auxquels l'entreprise est confrontée du fait de sa taille, son secteur d'activité et sa présence géographique. Reporting élémentaire
EXEMPLAIRE	de 65 à 100	Approche RSE structurée et quantifiée, reporting détaillé et pratiques innovantes

ETUDE COMPARATIVE DE LA PERFORMANCE RSE DES ENTREPRISES: FRANCE, OCDE ET BRICS

Scores globaux

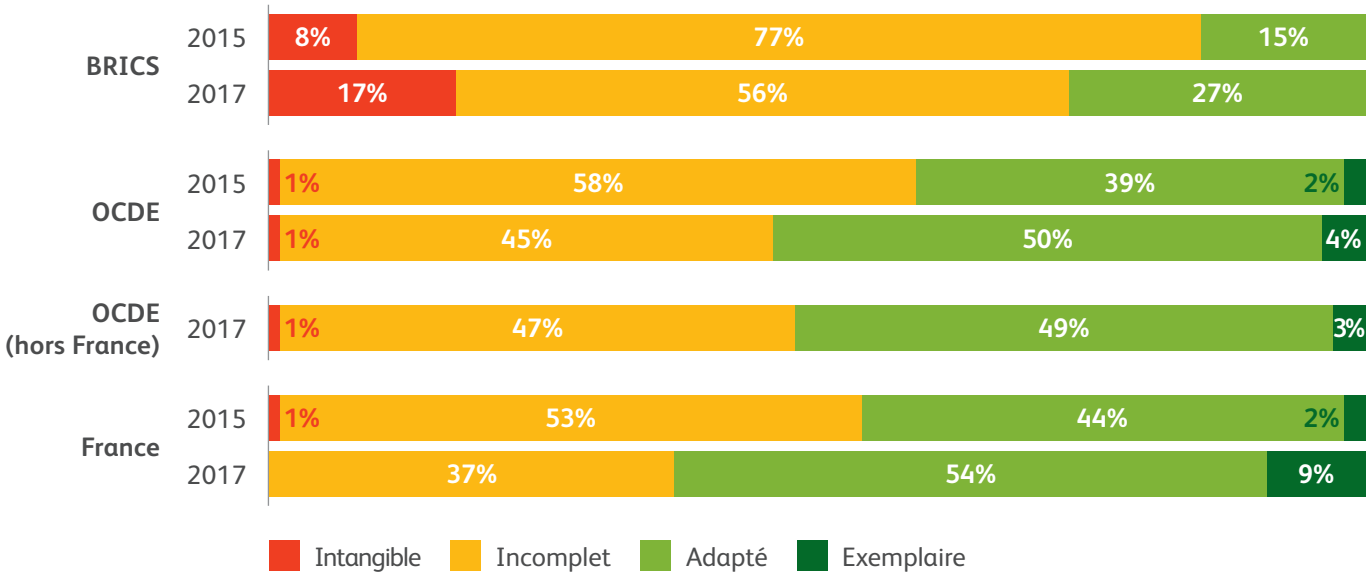
Le score global est le score obtenu par chaque entreprise en pondérant les scores obtenus sur les quatre thèmes évalués par EcoVadis: l'environnement, le social, l'ethique des affaires et les achats responsables. L'étude de l'évolution des scores globaux entre les quatre groupes d'entreprises (France, OCDE, OCDE hors France et BRICS) confirme le classement global observé lors de la précédente édition de l'étude : avec un score moyen de 48,3/100 les entreprises françaises se classent devant celles de l'OCDE (44,6/100) et des BRICS (36,8/100). Par rapport aux évaluations réalisées sur la période 2012-2014, le groupe des entreprises françaises augmente son score moyen de 10%. Chacun des groupes améliore sa performance moyenne (OCDE 7% et BRICS 4%), mais la France est le groupe qui accroît le plus sa moyenne, creusant ainsi son avance. Il est à noter également que la France exerce un rôle moteur au sein de l'OCDE, le score de ce groupe baisse de 0,8 point lorsqu'on retire la France de l'échantillon.

Score globaux moyens



La distribution des scores globaux montre que 63% des entreprises françaises évaluées ont obtenu un score démontrant un système de gestion RSE adapté ou exemplaire, soit plus de 16 points de plus que lors de la précédente étude. Néanmoins la part des entreprises au système de gestion RSE adapté ou exemplaire augmente également de manière significative chez les autres groupes. Ces évolutions témoignent de pratiques RSE évoluant vite, et ce dans toutes les régions du monde.

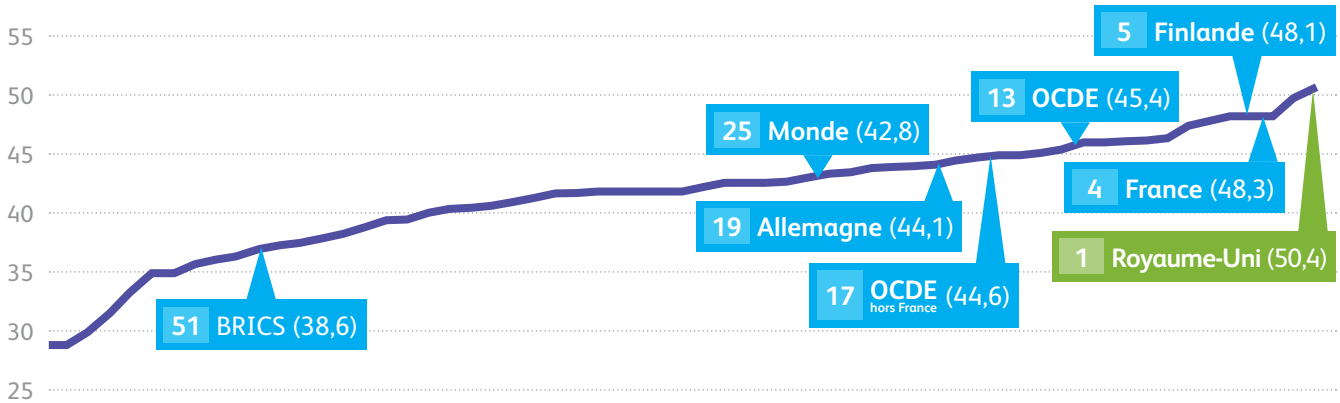
Distribution des scores globaux



Classement par pays des scores globaux : Cette année encore nous avons comparé les performances moyennes des entreprises de chaque pays pour lesquels plus de 30 entreprises avaient été évaluées par EcoVadis. Les pays ne faisant partie ni des BRICS ni de l'OCDE ont été ajoutés pour renforcer l'échantillon : au total 60 pays ont été pris en compte pour cette comparaison. Ce classement simplifié est un indicateur intéressant de la performance relative de la France. En revanche il est important de noter que la comparabilité statistique n'est pas aussi robuste que pour les comparaisons ci-dessus, car pour certains pays il peut y avoir une surreprésentation de certaines tailles d'entreprises ou de certaines activités.

La France qui était à la 7ème place du classement lors de la précédente étude se hisse désormais à la 4ème place. L'OCDE stagne à la 13ème place, alors que les BRICS chutent de 7 places.

Classement des scores globaux moyens

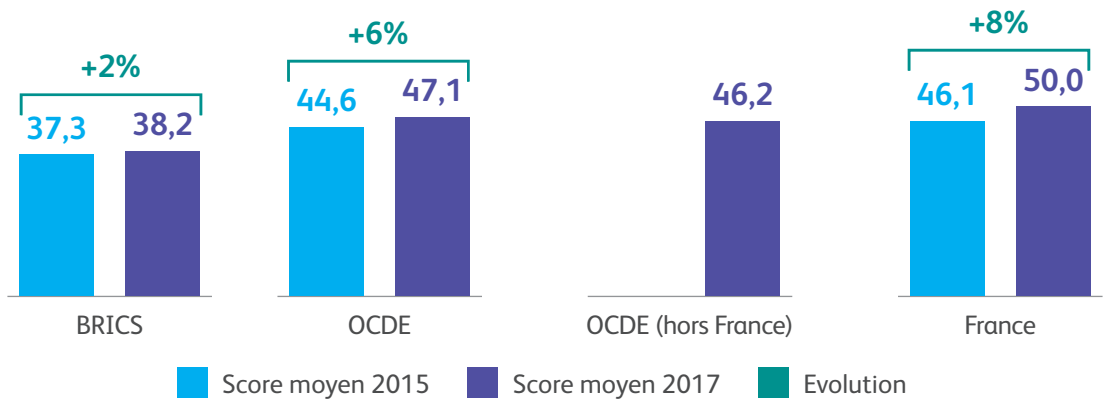


Top 5 du classement par pays : 1. Royaume-Uni, 2. Suède, 3. Danemark, 4. France, 5. Finlande

Thème Environnemental

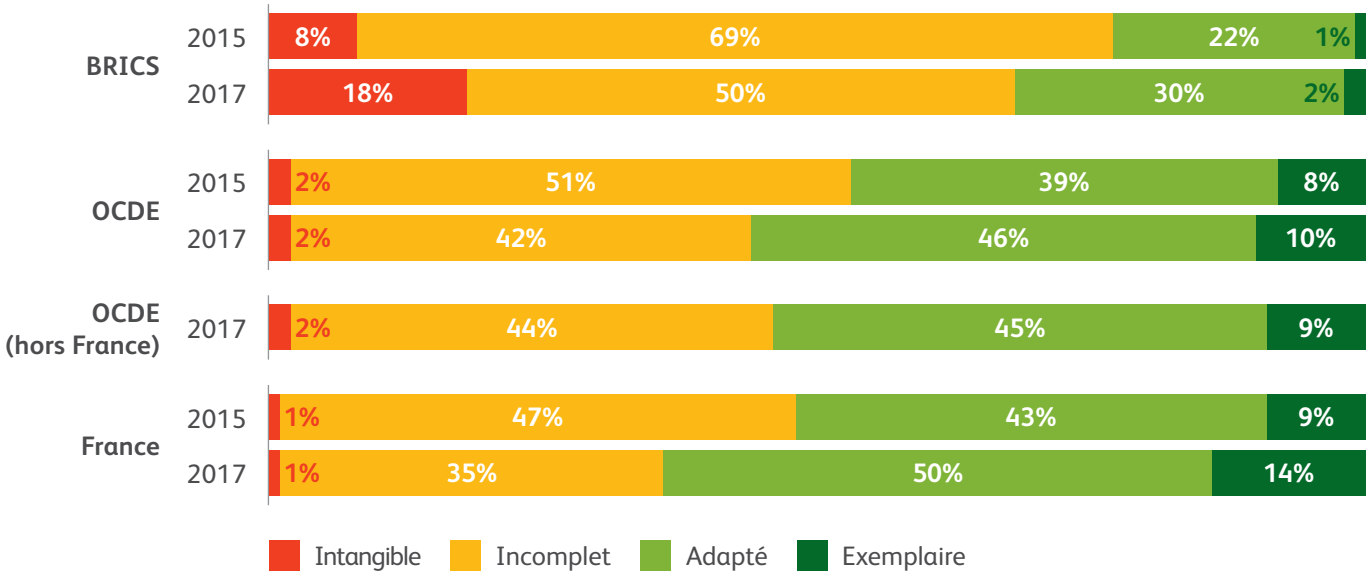
Les analyses réalisées sur le thème environnemental selon neuf critères (dont notamment énergie et GES, eau, déchets, biodiversité, etc.) montrent que parmi l'ensemble des entreprises évaluées par EcoVadis, celles situées en France conservent leur avance moyenne vis-à-vis des autres groupes. Le score moyen français augmente de près de 4 points, contre 2 points et demi pour l'OCDE et 1 point pour les BRICS. Le rôle moteur de la France dans l'OCDE se confirme ici aussi par un score moyen plus bas pour le groupe OCDE lorsque l'on retire les entreprises françaises de ses effectifs.

Score environnementaux moyens



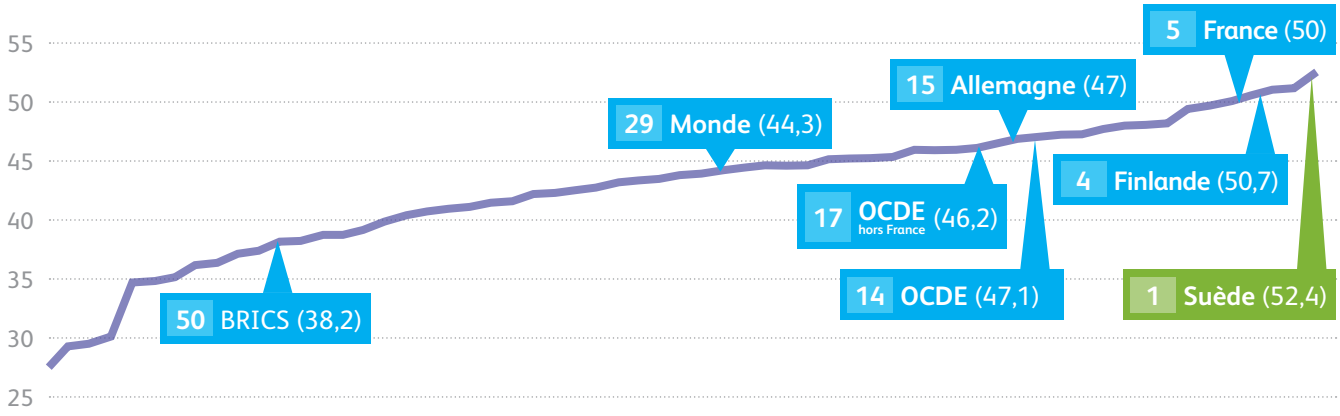
L'analyse de la distribution des scores environnementaux montre des tendances similaires à celles observées sur les scores globaux : 64% des entreprises françaises évaluées font preuve d'un système de gestion de leurs enjeux environnementaux adapté ou exemplaire, soit plus de 12 points qu'il y a deux ans. On observe que la part des entreprises à la gestion environnementale «exemplaire» ou « adaptée» est en croissance dans l'ensemble des groupes évalués.

Distribution des scores environnementaux



Classement par pays des scores environnementaux : De la même manière que pour les scores globaux, une comparaison par pays a été effectuée sur ce thème. Les mêmes précautions statistiques sont à prendre en compte (voir page 9). Les classements de la France, de l'OCDE et des BRICS, étaient respectivement 8ème, 14ème et 43ème lors de la précédente édition. Il convient de noter que même en améliorant leur score moyen, certains groupes peuvent perdre des places dans le graphique ci-dessous, car de nouveaux pays ont apparu dans le classement depuis la dernière édition de l'étude.

Classement des scores environnementaux moyens

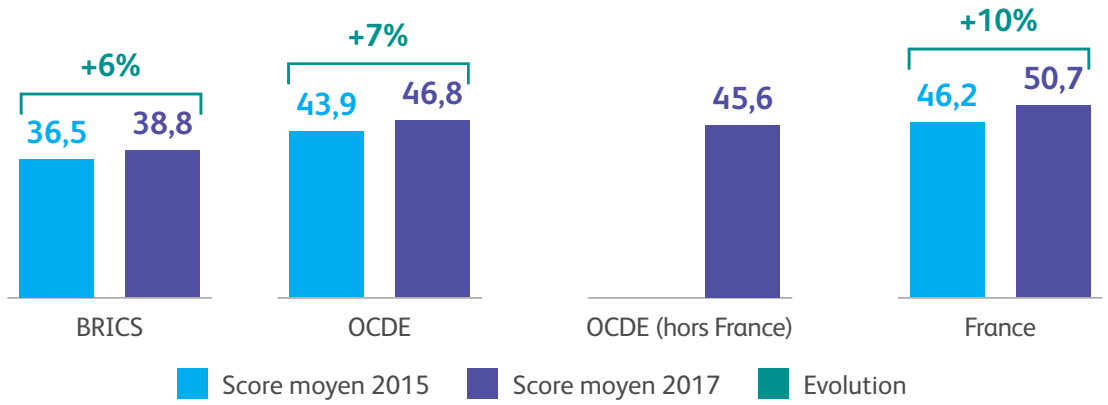


Top 5 du classement par pays : 1. Suède, 2. Royaume-Uni, 3. Danemark, 4. Finlande, 5. France

Thème Social

Le thème social contient sept critères d'évaluation avec, d'une part, une première série de critères liés aux ressources humaines (par exemple la santé et la sécurité des employés, le dialogue social, la formation), et d'autre part, une deuxième série de critères liés aux droits de l'Homme. L'avance de la France sur le thème social est relativement plus marquée que sur le thème environnemental. Avec un score moyen de 50,7/100, la France obtient un score sur le thème social d'environ 5 points supérieur à celui de l'OCDE (hors France) (45,6/100). C'est également sur ce thème que le groupe BRICS montre sa plus forte augmentation (6%, contre 2% sur le thème environnemental et 1% sur le thème social).

Scores sociaux moyens



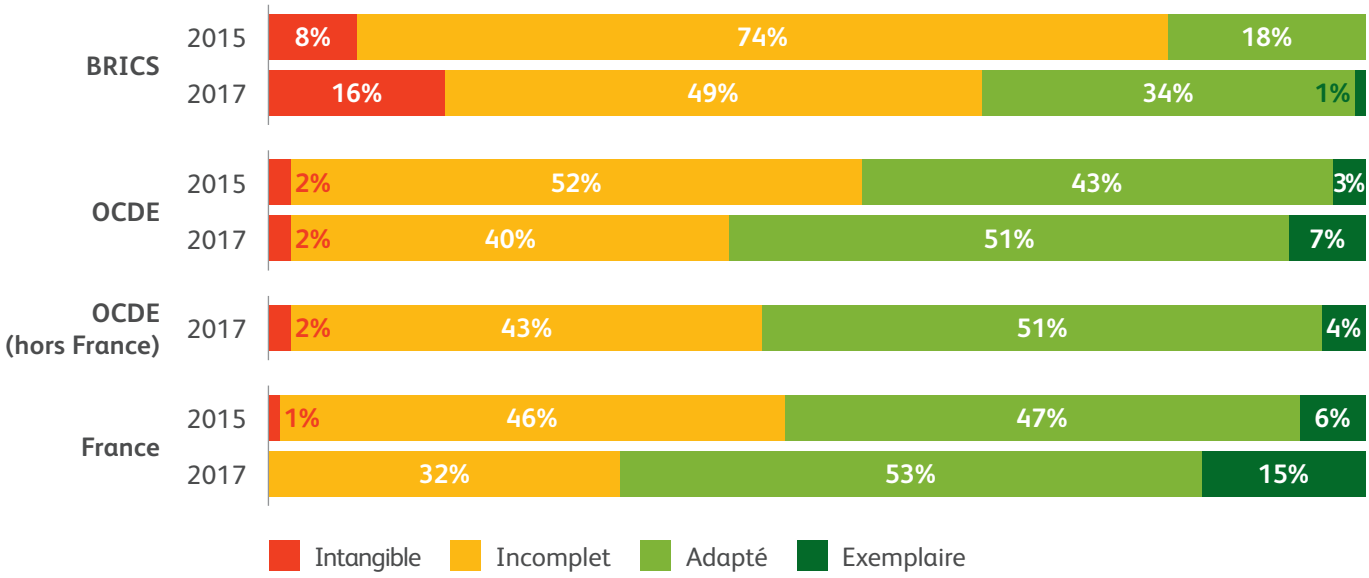
Pourquoi le score social augmente-t-il dans les BRICS ?

Cette évolution peut à première vue surprendre, pourtant plusieurs facteurs peuvent être avancés pour expliquer cette tendance:

- La pression internationale et de la société civile sur les conditions de travail poussent certaines entreprises à revoir leurs pratiques dans des pays considérés comme à risque.
- Cette attention se traduit également par différentes lois et accords comme les principes directeurs du conseil des droit de l'Homme des Nations unies sur les entreprises et les droits de l'Homme (ou « Ruggie Principles »), le United Kingdom Slavery Act, ou encore le California Transparency in Supply Chains Act qui imposent des contraintes sur les chaînes d'approvisionnement des grandes entreprises et prennent une place croissante sur leurs agendas.

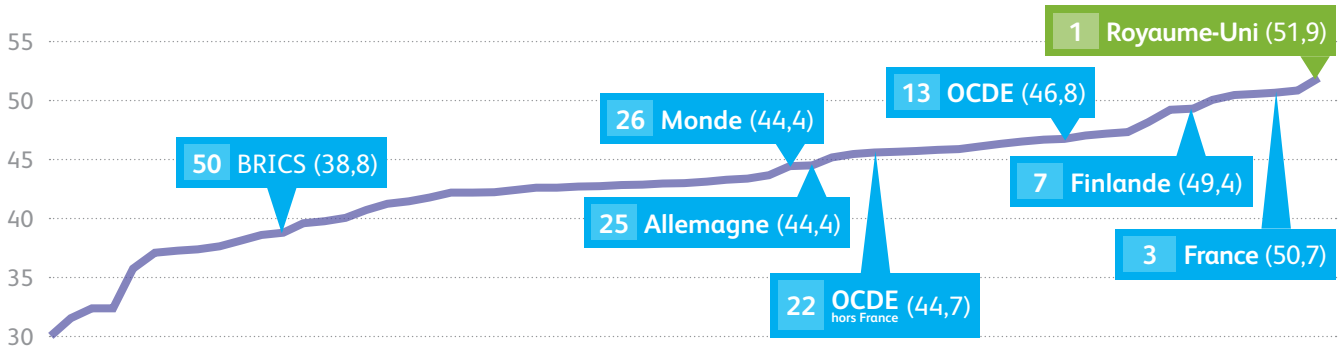
Le graphique de distribution des scores indique que 68% des entreprises françaises évaluées obtiennent un score social adapté ou exemplaire, contre 55% dans l'OCDE (hors France) et 35% dans les BRICS. 16% des entreprises évaluées situées dans les BRICS ont un système gestion des enjeux sociaux inexistant ou intangible. Encore une fois, le nombre important de nouvelles entreprises évaluées dans le groupe BRICS depuis la précédente édition de l'étude peut expliquer cette évolution.

Distribution des scores sociaux



Classement par pays des scores sociaux : De la même manière que pour les scores globaux, une comparaison par pays a été effectuée sur ce thème. Les mêmes précautions statistiques sont à prendre à la lecture de ce graphique (voir page 9). Parmi les trois groupes observés, seule la France améliore son classement, passant de la 7ème à la 3ème place, alors que l'OCDE rétrograde de la 11ème à la 13ème place et les BRICS de la 43ème à la 50ème place[4].

Classement des scores moyens sur le thème social



Top 5 du classement par pays : 1. Royaume-Uni, 2. Suède, 3. France, 4. Nouvelle-Zélande, 5. Australie

4 Cependant, il faut là encore noter que la perte de place dans le classement est liée à l'arrivée de nouveaux pays dans le classement depuis la dernière édition de l'étude.

Thème Ethique des affaires

Le thème éthique des affaires comprend trois enjeux principaux : la corruption (dont notamment les conflits d'intérêt, la fraude), les pratiques anticoncurrentielles et la gestion responsable des données. Les notes obtenues sur ce thème sont calculées en fonction des éléments de système de management des questions éthiques qu'ont pu fournir les entreprises (par exemple, code éthique, formation des collaborateurs, procédure d'alerte, certifications, etc.) mais aussi sur les condamnations dont les entreprises évaluées ont pu faire l'objet.

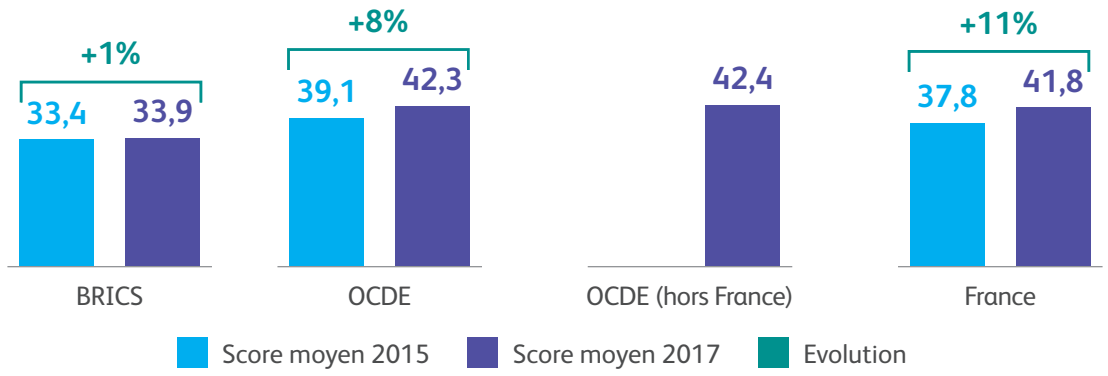
Cette année encore les entreprises françaises accusent un retard sur ce thème. Le groupe OCDE obtient un score moyen de 42,3/100 (ou 42,4 sans la France), alors que les entreprises françaises n'obtiennent que 41,8/100. Les BRICS conservent leur dernière position avec un score de 33,9/100. Si l'on constate qu'ici encore les scores moyens augmentent dans chacun des groupes, c'est la France qui réalise les plus gros progrès (+11%) et rattrape progressivement son retard derrière les autres pays de l'OCDE.

Les avancées de la lutte contre la corruption en France

Les enjeux de la lutte corruption et les conflits d'intérêt semblent progresser sur l'agenda politique français. La loi relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (dite loi Sapin II) a le mérite de faire avancer ces thèmes sur le devant de la scène. Elle prévoit un ensemble de mesures de lutte contre la corruption en France et à l'étranger, de contrôle des conflits d'intérêt et de protection des lanceurs d'alerte.

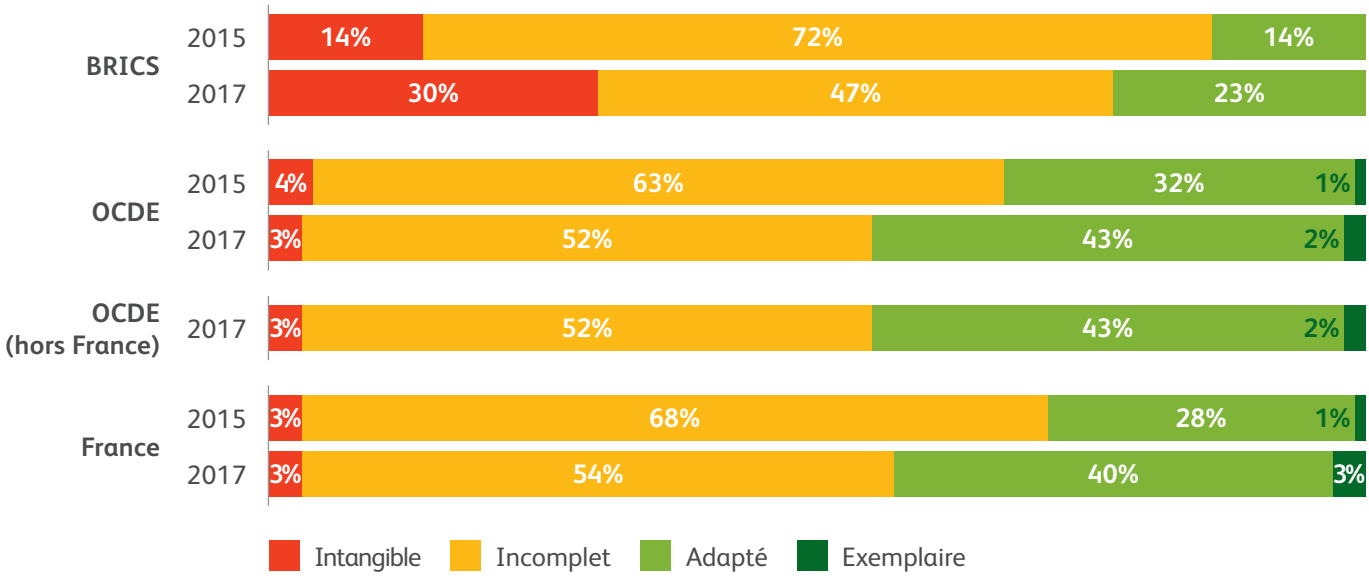
En parralèle, à l'échelle internationale, le référentiel ISO37001, qui visera à certifier le système de gestion anti-corruption des entreprises, vient renforcer cette dynamique.

Scores éthiques moyens



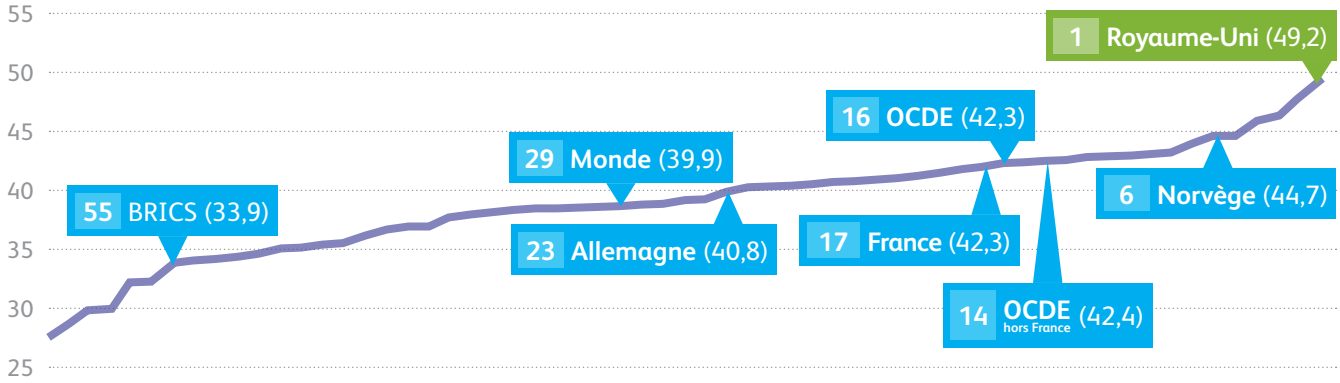
La distribution des scores permet elle aussi de voir l'amélioration des entreprises françaises. Le pourcentage d'entreprises françaises montrant un système de gestion des questions éthique adapté ou exemplaire passe 29% à 43%, soit une performance moyenne qui se rapproche désormais de celle des entreprises de l'OCDE, où ce pourcentage passe de 33% en 2015 à 45% en 2017.

Distribution des scores éthiques



Classement par pays des scores éthique des affaires : De la même manière que pour les scores globaux, une comparaison par pays a été effectuée sur ce thème. Les mêmes précautions statistiques sont à prendre à la lecture de ce graphique (voir page 9). La France améliore son classement de trois places, l'OCDE recule d'un rang et les BRICS perdent 9 places. Il ne faut cependant pas perdre vue dans la lecture de cette évolution que de nouveaux pays sont rentrés dans le classement depuis la précédente édition de l'étude.

Classement des scores moyens sur le thème éthique



Top 5 du classement par pays : 1. Royaume-Uni, 2. Irlande, 3. Australie, 4. Suède, 5. Danemark

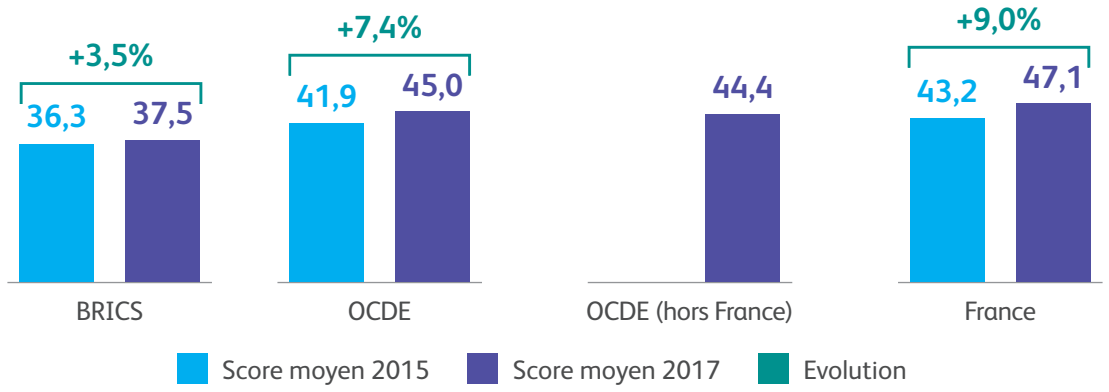
Comparaison par taille d'entreprise

Les comparaisons suivantes visent à étudier de plus près chacun des groupes en analysant le comportement des entreprises de petite à moyenne taille, PME-ETI, (moins de 1000 collaborateurs) et celles de plus grande taille (plus de 1000 collaborateurs).

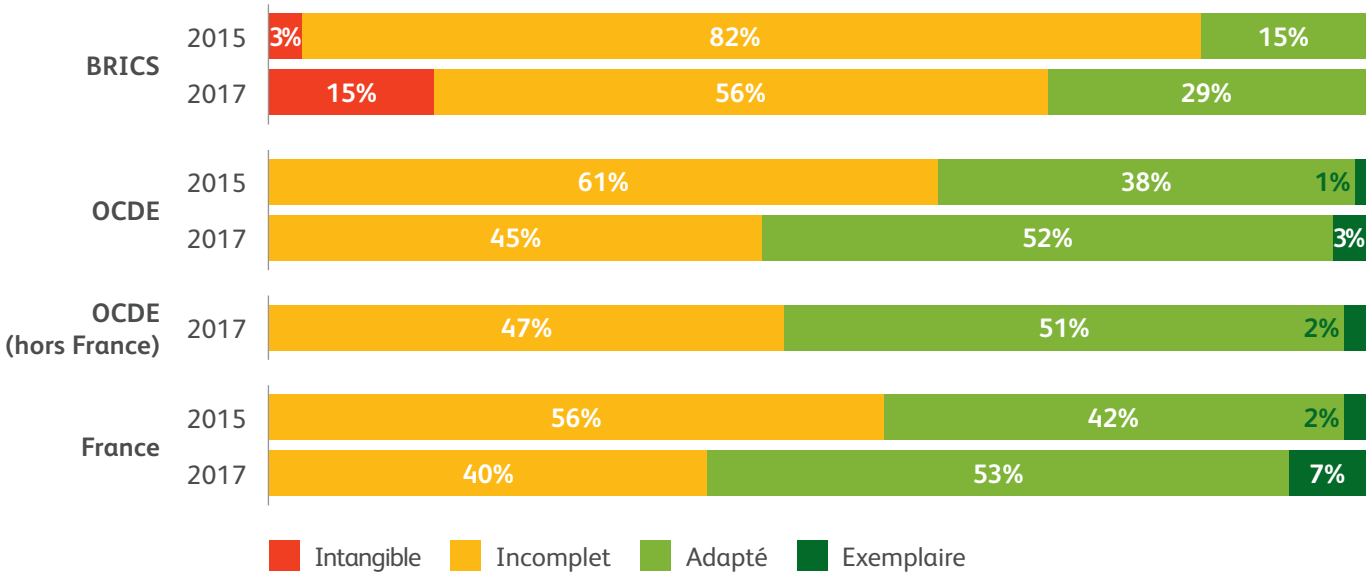
Les PME-ETI

Le score moyen de ces entreprises en France a augmenté de 9% depuis la dernière édition. Elles accentuent ainsi leur avance devant celles des BRICS et celles de l'OCDE, bien que les scores moyens de ces dernières augmentent également (OCDE +7,4 % et BRICS + 3,5%).

Scores moyens des PME-ETI (<1000 employés)



Distribution des scores globaux PME-ETI (<1000 employés)



Les PME-ETI engagées sur les questions RSE

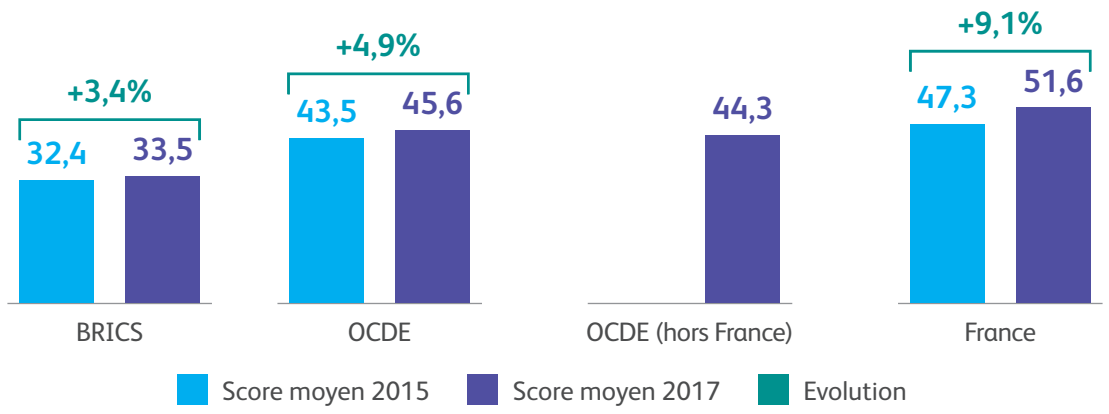
Le bon score des PME-ETI enterre définitivement l'idée que la RSE serait réservée aux plus grandes entreprises. Le guide Cap vers la RSE pour les TPE/PME, publié en collaboration avec le Medef et EcoVadis, en apporte également une l'illustration en mettant en avant des PME extrêmement dynamiques que ce sujet. De nombreuses initiatives, dont celles du Pacte Mondial France, visent à engager les plus petites entreprises dans une démarche RSE.

L'impulsion peut également venir des grands donneurs d'ordre. La Charte et le Label "Relations fournisseur responsables" coordonnés par le Médiateur des entreprises et le Conseil national des achats, ou encore des initiatives sectorielles telles que le programme d'accompagnement proposé par la Plateforme Automobile pour les PME de la filière automobile, montrent que les grands donneurs d'ordre peuvent jouer un rôle moteur en incitant leurs fournisseurs, souvent des PME, à améliorer leur performance RSE.

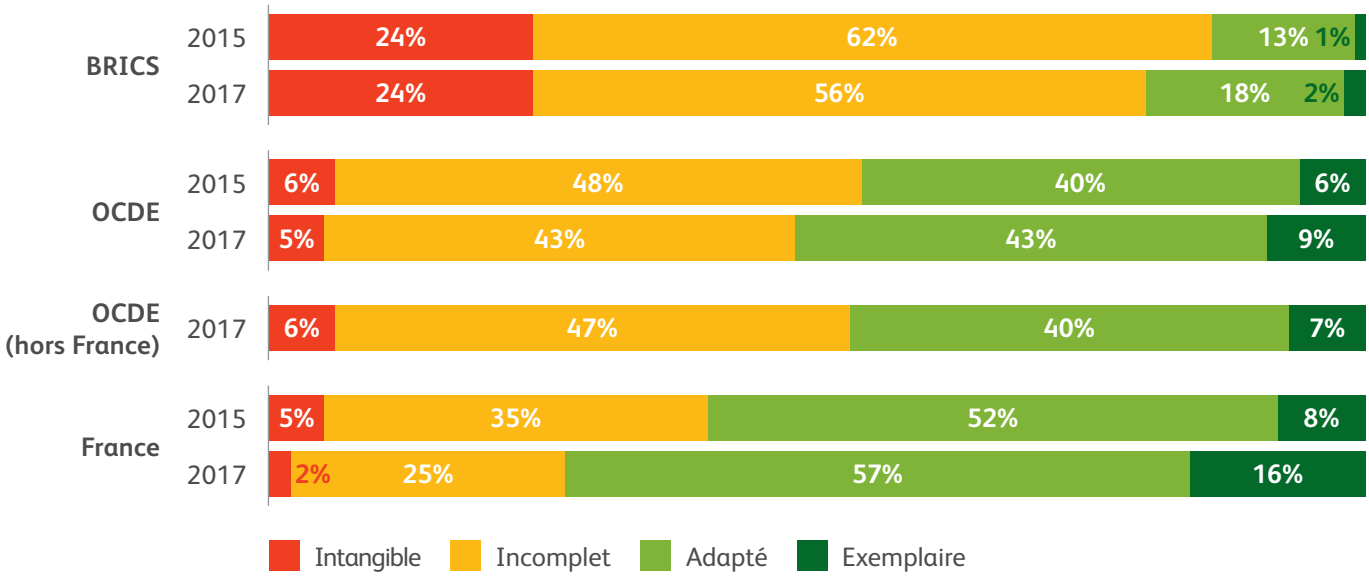
Grandes entreprises

Cette année encore les entreprises de plus de 1000 employés en France font figure de bonnes élèves avec un score moyen de 51,6/100, moyenne supérieure de plus de 7 points à celle des grandes entreprises de l'OCDE. La part des entreprises au système de gestion RSE « adapté» ou « exemplaire » augmente fortement parmi les grandes entreprises françaises, elle atteind désormais 73% (60% en 2015).

Scores moyens des grandes entreprises (>1000 employés)



Distribution des scores globaux grandes entreprises (>1000 employés)



Dans les BRICS comme en France, les PME et ETI ont augmenté aussi rapidement leur score que les grandes entreprises (+ 9% environ en France, + 3,5 % environ dans les BRICS). On peut déceler un effet d'entraînement des grandes entreprises françaises qui, fortes de leurs bons résultats, ont su porter les plus petites vers de meilleurs scores RSE. Dans les pays de l'OCDE cependant, il semble que ce soient les plus petites entreprises qui aient le plus joué un rôle moteur dans la hausse du score global.

Zoom sur le secteur automobile français

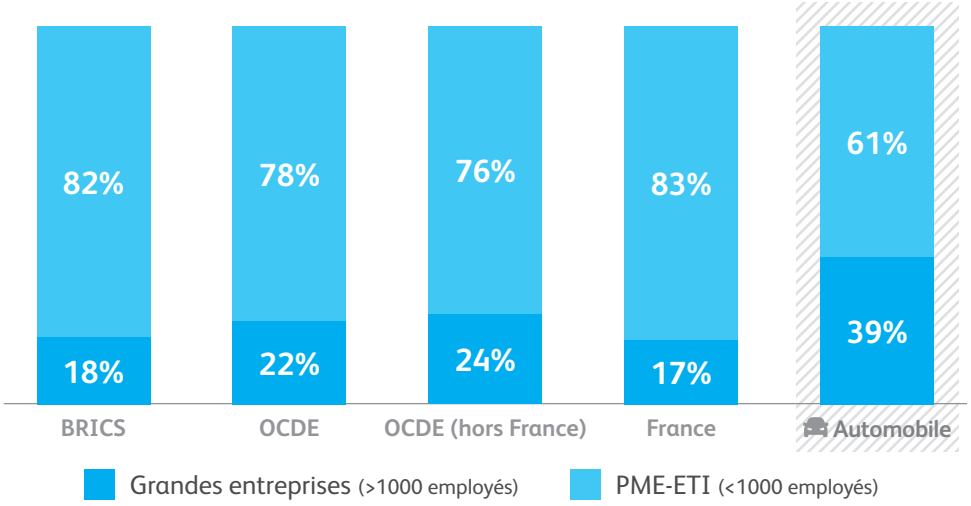
Cette 2ème édition de l'étude EcoVadis – Médiateur des entreprises complète l'analyse de la performance RSE en France en introduisant une analyse sectorielle. Cette section fait un focus sur la performance RSE de plus de 2000 fournisseurs du secteur automobile. Un cinquième groupe a donc été créé, rassemblant des fournisseurs de grands acteurs du secteur automobile français, constructeurs et équipementiers. Les entreprises de ce nouvel échantillon opèrent dans différents secteurs d'activité et sont localisées partout dans le monde. Le tableau ci-dessous montre l'origine géographique de ces entreprises.

Origine des fournisseurs du secteur automobile français

	%	fournisseurs
BRICS	17%	365
OCDE (hors France)	55%	1152
Reste du monde	8%	172
France	20%	423

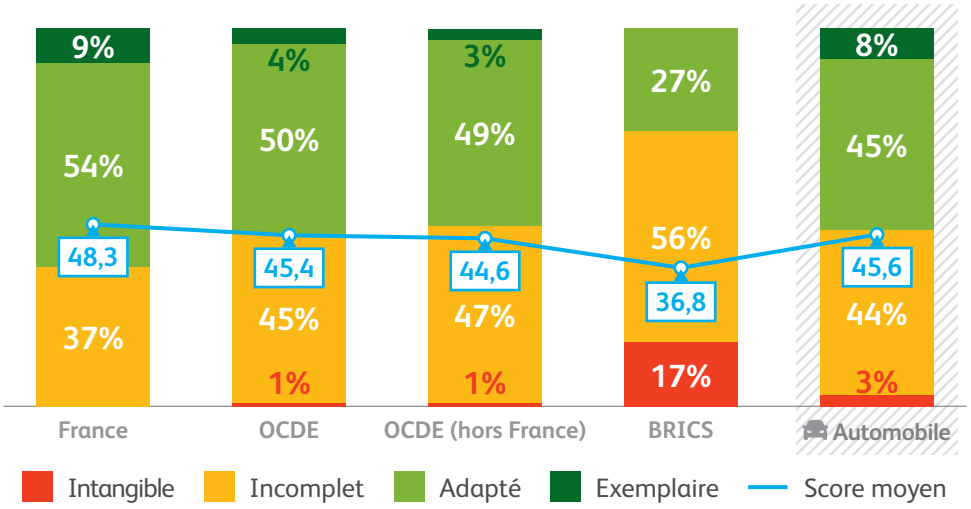
L'analyse par taille montre que la part des entreprises de plus de 1000 employés parmi les fournisseurs du secteur automobile français est plus grande que dans les quatre autres groupes d'entreprises observés dans cette étude, avec près de 40% de grandes entreprises.

Taille des entreprises dans l'échantillon



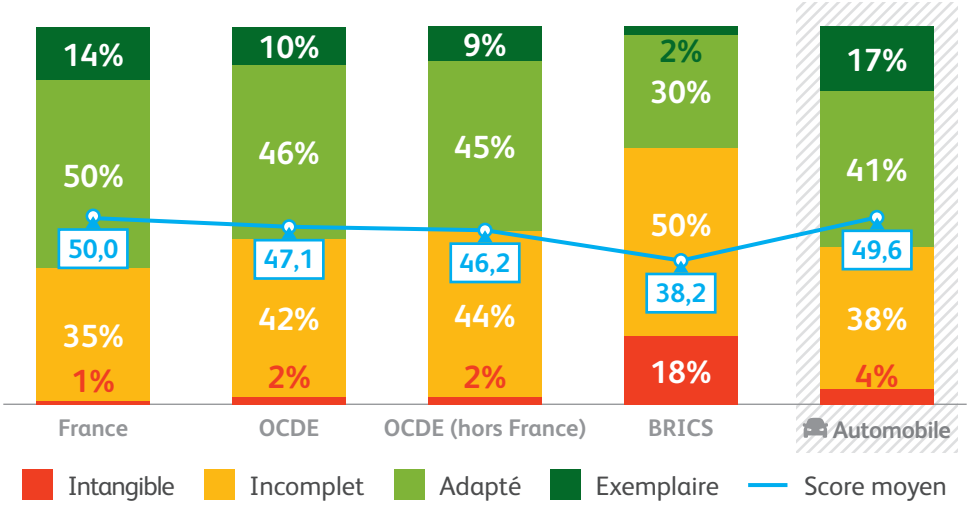
L'analyse des scores globaux montre qu'en moyenne les fournisseurs du secteur automobile français obtiennent un score RSE proche de celui des pays de l'OCDE, et donc légèrement derrière la moyenne des entreprises françaises. Cela se confirme que l'on regarde les scores moyens (45,6/100 pour les fournisseurs automobiles, contre 45,4/100 pour l'OCDE) ou que l'on regarde la distribution des scores (entre 53 et 54% d'entreprises au système de gestion RSE adapté ou exemplaire pour ces deux groupes).

Distribution des scores globaux



L'étude des scores par thème permet de constater que les fournisseurs du secteur automobile français ont une performance similaire à celle des entreprises françaises sur le thème environnemental avec une moyenne de 49,6/100, contre 50/100 pour la France. Sur ce thème d'ailleurs on peut voir qu'une part significative de fournisseurs de l'industrie automobile française démontre un score exemplaire (ce taux est de 17% chez les fournisseurs automobile contre 14% pour la France). Cette tendance peut se lire comme le reflet d'une volonté d'innovation environnementale dans l'industrie automobile française, erigée comme l'un des piliers de l'action environnementale de la filière automobile et mobilité (PFA).

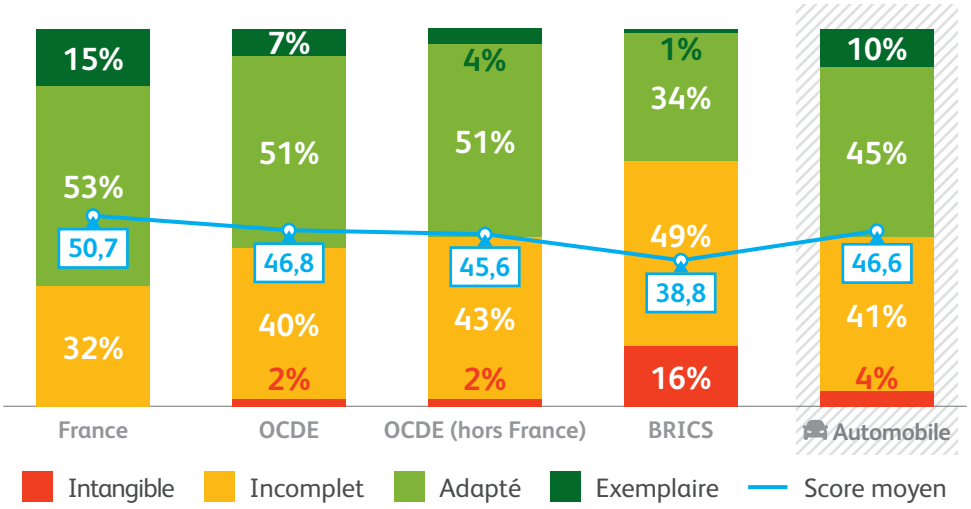
Distribution des scores environnementaux



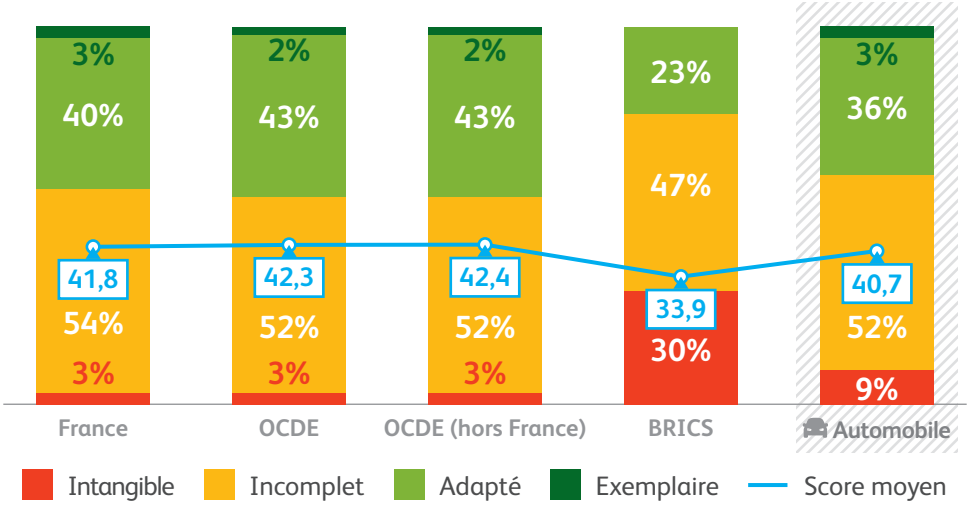
Sur le thème social, les scores moyens des entreprises fournisseurs du secteur automobile français sont similaires, en termes de moyenne comme de distribution, au groupe OCDE.

Sur le thème éthique, le retard relatif de ces entreprises est plus marqué puisque le score moyen pour les fournisseurs automobiles est de 40,7/100 soit 1,7 points derrière l'OCDE.

Distribution des scores sociaux



Distribution des scores éthiques



PRINCIPALES CONCLUSIONS DE L'ÉTUDE ET PISTES DE RÉFLEXION

Une bonne performance des entreprises françaises en termes de RSE

Les entreprises françaises conservent une position de leader en termes de performance RSE par rapport aux autres pays de l'OCDE et des grandes puissances dites émergentes.

	Score global / 100	Score Environnement / 100	Score Social / 100	Score Ethique des affaires / 100	Score global PME – ETI / 100	Score global grandes entreprises / 100
Entreprises françaises	48,3	50,0	50,7	41,8	47,1	51,6
Entreprises OCDE (hors France)	44,6	46,2	45,6	42,4	44,4	44,3
Entreprises BRICS	36,8	38,2	38,8	33,9	37,5	33,5

Si la performance des différents groupes étudiés s'améliore dans chacun des classements, c'est le groupe France qui augmente le plus rapidement ses différents scores. Le score global moyen de la France s'accroît de 10% depuis 2015. Le score moyen des entreprises françaises est désormais de 48,3/100, contre 44,6/100 pour l'OCDE hors France et 36,8/100 pour les BRICS.

L'analyse par grands thèmes RSE révèle que le score des entreprises françaises s'améliore aussi de manière significative sur chacun des thèmes. Cela se traduit, par exemple, avec 64% des entreprises françaises obtenant un score montrant une approche RSE adaptée ou exemplaire sur le thème environnemental, contre 54% pour les entreprises de l'OCDE hors France et 32% pour les entreprises situées dans les BRICS. Ce pourcentage sur le thème social est de 65% pour la France, 56% pour dans l'OCDE (hors France), 34% dans les BRICS. Les règlementations, les plateformes pour la RSE ou encore l'impulsion données par la COP21 à Paris sont autant de facteurs de changements en France.

Un retard qui reste à combler sur le thème éthique

Néanmoins un retard subsiste toujours pour les entreprises françaises sur le thème de l'éthique des affaires. Le score moyen est de 41,8/100 sur ce thème contre 42,4/100 dans le reste des pays de l'OCDE. Cet écart tend à se réduire et montre que le thème éthique, depuis longtemps sur l'agenda des entreprises anglo-saxonnes, monte enfin en puissance dans l'Hexagone. Plusieurs indicateurs de corruption corroborent ce retard français, notamment l'index de perception de la corruption de Transparency International qui place la France au 23ème rang mondial de son classement[5]. L'évolution législative française, avec notamment la loi Sapin II, laisse présager une évolution positive sur ce thème dans la période à venir.

La RSE et les PME/ETI

Les comparaisons par taille montrent que les entreprises de moins de 1000 employés ont mis en place des politiques et actions contrètes et significatives, en réponse à leurs enjeux RSE. Si le cadre législatif national ou supra national a d'abord visé les grandes entreprises, ces exigences tendent à étendre leur portée aux plus petites entités (notamment avec Grenelle II). Les nombreux acteurs du monde de la RSE (ONG, fédérations professionnelles, syndicats, consultants, entreprises de notation, entre autres) participent largement à ce mouvement de fond. Il s'agit maintenant de l'étendre à l'ensemble des entreprises françaises et à les accompagner pour les faire monter en compétences en matière de RSE. Certaines entreprises de petite taille, très dynamique sur ce sujet, n'ont pas attendu ces contraintes légales pour saisir les opportunités que représente la RSE.

La RSE : Une démarche à inscrire dans la durée

Les réflexions en termes de coûts complets trouvent de plus en plus d'écho auprès des dirigeants d'entreprises et des décideurs, se traduisant notamment en France par le parcours de la loi sur le devoir de vigilance. Ce mouvement et l'exigence de transparence toujours plus grande dans la chaîne d'approvisionnement des grands donneurs d'ordres sont une formidable opportunité pour les entreprises françaises. Elles trouvent là le moyen d'exprimer un avantage compétitif mis en avant tout au long de cette étude. Il est important néanmoins de ne pas perdre de vue que les autres pays de l'OCDE ont eux aussi pris la mesure de ces enjeux, tout comme une partie non négligeable des entreprises situées dans les BRICS. Dans les BRICS, la part des entreprises ayant un score performant a augmenté de 12 points ces deux dernières années. La France a donc tout intérêt à continuer sur cette lancée positive pour conserver son avance relative, et à continuer ses efforts sur les sujets où elle est en retard comme l'éthique des affaires et les enjeux de corruption. Une étude de France Stratégie montre d'ailleurs qu'une approche RSE procure un gain de performance de l'ordre de 13 % en moyenne par rapport aux entreprises qui ne l'introduisent pas (toutes choses égales par ailleurs), en particulier quand elle relève de l'initiative volontaire et non de mesures contraignantes[6].

Ces bons résultats nationaux ne doivent donc pas cacher les efforts qu'il reste à fournir pour les grandes entreprises françaises comme pour les plus petites. La Plateforme nationale d'actions globales pour la Responsabilité sociétale des entreprises a rendu publique en septembre 2016 une série de recommandations pour les entreprises l'Etat et leurs parties prenantes sur les thèmes sociaux, sociétaux et environnementaux[7]. Les pistes sont nombreuses et les enjeux en constante évolution. Minerais du conflit, traçabilité du bois, huile de palme, esclavage moderne, ..., les sujets sont multiples, complexes, et mouvants. Si le mouvement semble bel et bien lancé, l'enjeu est de maintenir cette dynamique active.

5 http://www.transparency.org/news/feature/corruption_perceptions_index_2016

6 http://www.strategie.gouv.fr/publications/responsabilite-sociale-entreprises-competitivite

7 Contribution pour le Plan national d'actions prioritaires pour le développement de la RSE, France Stratégie, Septembre 2016

À propos

EcoVadis opère la 1ère plateforme collaborative permettant aux grandes entreprises d'évaluer la performance environnementale et sociale de leurs fournisseurs. EcoVadis combine un système d'information et un réseau d'experts pour mettre à disposition des acheteurs des fiches de notation fournisseurs simples et fiables, couvrant 150 catégories d'achat, 21 indicateurs RSE et 120 pays. Les notations EcoVadis sont compatibles avec les standards GRI/G4 et ISO 26000. Les solutions EcoVadis permettent aux entreprises de réduire les risques et d'encourager les eco-innovations dans leur chaine d'approvisionnement. Pour en savoir plus: www.ecovadis.com

Le médiateur des entreprises, placé auprès du ministre de l'économie et des finances, vient en aide aux entreprises et aux organisations publiques et privées afin de résoudre leurs éventuels litiges via la médiation et, plus largement, faire évoluer les comportements d'achats, dans le souci de rééquilibrer les relations clients-fournisseurs, au service de l'économie. Il intervient également dans le domaine de l'innovation. Pour en savoir plus : www.mediateur-des-entreprises.fr

Auteurs

Isabelle Devin, Sylvain Guyoton, Françoise Odolant, Sheng Ou Yong